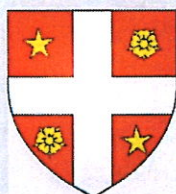


MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LA DÉCLARATION DE PROJET N°1

COMMUNE DE PONCIN (01)



PROCÈS VERBAL D'EXAMEN CONJOINT

DU 23 OCTOBRE 2025

Lieu et date de la réunion : Commune de Poncin, le 23 octobre 2025 à 10h00.

Le présent procès-verbal est établi en application du 2 de l'article L.153-54 du code de l'urbanisme afin de rendre compte de l'examen conjoint par les Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du dossier de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Poncin avec la déclaration de projet relative au projet de création d'une centrale photovoltaïque aux lieux-dits « Aux Combes » et « Sur Autachet » à Poncin.

La déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLU a été prescrite par arrêté du maire en date du 19 décembre 2023.

Liste des participants :

PARTICIPANTS	QUALITE	SIGNATURES
FOURNIER	Adjoint	
NOTTON	Adjointe	
STEINMETZ	Secrétaire Poncin	
M. Giroux	Maire	Excusé
M. Bouillon	Adjoint	Excusé
M. Emilie	Immatriculée ADS	
Anthony GEOFFROY	ZBR	

Monsieur le Maire étant excusé, Madame Steinmetz introduit la réunion en remerciant les participants pour leur présence. M. GEOFFROY rappelle les procédures en cours sur la commune. Après avoir rappelé les étapes administratives de la procédure en cours, la réunion est réalisée en trois temps :

1. 1. 2019

2. 1. 2019

3. 1. 2019

4. 1. 2019

5. 1. 2019

6. 1. 2019

7. 1. 2019

8. 1. 2019

9. 1. 2019

10. 1. 2019

11. 1. 2019

12. 1. 2019

13. 1. 2019

14. 1. 2019

15. 1. 2019

16. 1. 2019

17. 1. 2019

18. 1. 2019

19. 1. 2019

20. 1. 2019

21. 1. 2019

22. 1. 2019

23. 1. 2019

24. 1. 2019

25. 1. 2019

26. 1. 2019

27. 1. 2019

28. 1. 2019

29. 1. 2019

30. 1. 2019

31. 1. 2019

32. 1. 2019

33. 1. 2019

34. 1. 2019

35. 1. 2019

36. 1. 2019

37. 1. 2019

38. 1. 2019

39. 1. 2019

40. 1. 2019

41. 1. 2019

42. 1. 2019

43. 1. 2019

44. 1. 2019

45. 1. 2019

46. 1. 2019

47. 1. 2019

48. 1. 2019

49. 1. 2019

50. 1. 2019

51. 1. 2019

52. 1. 2019

53. 1. 2019

54. 1. 2019

55. 1. 2019

56. 1. 2019

57. 1. 2019

58. 1. 2019

59. 1. 2019

60. 1. 2019

61. 1. 2019

62. 1. 2019

63. 1. 2019

64. 1. 2019

65. 1. 2019

66. 1. 2019

67. 1. 2019

68. 1. 2019

69. 1. 2019

70. 1. 2019

71. 1. 2019

72. 1. 2019

73. 1. 2019

74. 1. 2019

75. 1. 2019

76. 1. 2019

77. 1. 2019

78. 1. 2019

79. 1. 2019

80. 1. 2019

81. 1. 2019

82. 1. 2019

83. 1. 2019

84. 1. 2019

85. 1. 2019

86. 1. 2019

87. 1. 2019

88. 1. 2019

89. 1. 2019

90. 1. 2019

91. 1. 2019

92. 1. 2019

93. 1. 2019

94. 1. 2019

95. 1. 2019

96. 1. 2019

97. 1. 2019

98. 1. 2019

99. 1. 2019

100. 1. 2019

101. 1. 2019

102. 1. 2019

103. 1. 2019

104. 1. 2019

105. 1. 2019

106. 1. 2019

107. 1. 2019

108. 1. 2019

- Présentation synthétique du projet de création de la centrale photovoltaïque
- Présentation de la mise en compatibilité du PLU - objet du présent examen conjoint
- Avis des Personnes Publiques Associées et échanges

1. Présentation synthétique de la déclaration de projet

La société FMG (Forces Motrices du Gelon), acteur majeur du secteur de l'hydroélectricité, souhaite développer une centrale photovoltaïque à cheval entre les lieux-dits « Aux Combes » et « Sur Autachet » sur la commune de Poncin. Le projet devrait se développer sur des terrains occupés par une ancienne décharge, des prairies pâturées et d'autres non, sur une superficie cadastrale totale d'environ 5,26 ha, à flanc de coteau et à proximité immédiate de l'autoroute A40 Genève-Mâcon.

Le projet consistera en l'aménagement d'une centrale photovoltaïque au sol, dont les tables seront légèrement surélevées afin de permettre l'élevage, dans la continuité de ce qu'il se fait aujourd'hui sur le site. Une évolution du Plan Local d'Urbanisme de Poncin est nécessaire afin de permettre la réalisation de ce projet.

Le projet de centrale photovoltaïque revêt un caractère d'intérêt général puisqu'il répond aux différents objectifs territoriaux de développement des énergies renouvelables, fixés notamment par l'Union Européenne, l'État, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le SCoT Bugey – Côtière – Plaine de l'Ain. Tous ces échelons ont pour vocation d'augmenter la production d'énergie « verte » en se basant sur les accords de Paris et l'urgence de trouver des solutions décarbonées locales face au changement climatique et à la demande toujours croissante en électricité. D'autre part, en s'implantant sur une ancienne décharge, le projet participe à la réappropriation d'un ancien espace industriel aujourd'hui abandonné et donc à une meilleure gestion du site et des polluants potentiels qui y seraient toujours présents.

Au regard de l'analyse de compatibilité des pièces du PLU avec le projet de création d'une centrale photovoltaïque, des évolutions des dispositions réglementaires sont nécessaires. Ces évolutions intègrent également des réponses aux enjeux territoriaux identifiés sur le site issu du diagnostic des enjeux territoriaux. Il s'agit ainsi de permettre le projet tout en garantissant sa bonne intégration territoriale. Ces évolutions concernent l'installation d'une centrale photovoltaïque contrainte dans les zones A et N, voire interdite dans la zone Nd encadrant le périmètre du projet. La procédure de mise en compatibilité ne pouvant être réalisée que dans le périmètre de la déclaration de projet, les modifications à apporter ne peuvent s'appliquer à l'ensemble de ces zones qui dépassent les limites du projet. Ainsi, les modifications à apporter sont les suivantes :

- Rajout d'une précision des équipements collectifs à développement dans le PADD, mentionnant la possibilité d'implanter des installations produisant des énergies renouvelables ;
- Création d'un sous-secteur Npv dans les limites de la déclaration de projet avec des règles spécifiques et dérogations permettant d'implanter un tel projet, tout en maintenant des garanties assurant que le projet prendra en compte les enjeux territoriaux notamment environnementaux, dans la logique de la séquence Éviter, Réduire, Compenser (ERC) ;
- Ajout d'une prescription graphique de linéaires végétaux à préserver le long des limites de la future centrale.

2. Avis des Personnes Publiques Associées et échanges

Mme. Emilie MOUTOU, Communauté de Communes de la Plaine de l'Ain : A pris connaissance du contenu du dossier de mise en compatibilité et **n'émet pas d'observation**.

3. Lecture des avis écrits transmis dans le cadre de l'examen conjoint et réponses

Il est procédé à la lecture des avis écrits des Personnes Publiques Associées n'étant pas présentes à la réunion. Ces avis sont joints en annexe du présent procès-verbal.

L'État, via la Préfecture de l'Ain représentée par la Direction Départementale des Territoires et M. Vincent PATRIARCA son directeur, émet un avis favorable, sous réserve de prise en compte de la remarque suivante :

L'avis précise toutefois que le projet est compatible avec :

- Les objectifs de protection de l'environnement, l'implantation de la centrale ne couvrant pas d'aires naturelles protégées de façon significative, n'affectant pas de zone humide ou de corridors écologiques identifiés par le SCoT ;
- Les objectifs de continuité de l'activité agricole, en rappelant que les terrains prospectés pour l'implantation du futur parc sont de faible qualité agronomique mais pourront tout de même continuer à être utilisés pour des activités d'élevage. De plus, la compatibilité du projet photovoltaïque avec l'activité agricole dépendra plus tard dans le cadre de l'autorisation d'urbanisme, et n'a pas à intervenir dans le cadre de la procédure actuelle ;
- Le SCoT et les objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols au sens de la loi climat et résilience applicable aux PLU. Son explication devra toutefois être revue dans la notice de présentation de la procédure.

Une observation est formulée :

- D'un point de vue environnemental, le rapport d'évaluation environnementale fait état de la proximité du projet avec des terrains de chasse et d'habitats composant le domaine vital de plusieurs colonies de chiroptères, ayant donné lieu à leur classement en tant que zone Natura 2000. Toutefois, l'absence d'effets significatifs dommageables sur les espèces ayant justifié la désignation de ce site en tant que zone Natura 2000 sont très sommaires. Au regard de l'état initial de l'environnement et des enjeux soulevés, l'argumentaire doit être développé, en justifiant du caractère adapté des mesures d'évitement et de réduction présentées par le rapport d'évaluation environnementale.

Réponse de la commune : Le passage d'un expert chiroptérologue a été effectué dans le cadre de la réalisation de l'état initial de l'environnement, faisant état d'un impact négligeable du projet sur les

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

fonctionnalités du site Natura 2000, avant même l'application d'éventuelles mesures d'évitement, de réduction ou de compensation. Il n'y a pas d'enjeu de fond sur cette question et des moyens d'expertise adaptés ont été mis en place pour le confirmer. Seules les conclusions de cette expertise sont reprises ensuite dans le rapport d'évaluation environnementale, ce qui peut expliquer le caractère « sommaire » de l'argumentaire. Une justification plus poussée pourra être ajoutée au rapport final afin d'appuyer le très faible impact induit sur les espaces de vie des chiroptères.

La Chambre d'Agriculture de l'Ain, par l'intermédiaire de M. Gilles BRENON, Président, souhaite la prise en compte des remarques suivantes :

- Le dossier doit être plus complet concernant l'analyse de l'activité agricole existante sur la parcelle exploitée où s'implantera le projet (type d'exploitation concernée, nombre d'animaux, leur fréquence et durée de pâture sur la parcelle, etc...). Cette analyse, avant et après projet, est indispensable pour juger du caractère compatible avec une activité agricole.

Réponse de la commune : Le terrain est très ponctuellement pâturé. La pose de panneaux n'empêchera pas le pâturage donc la poursuite de l'activité. Ainsi, lors de la réunion technique réalisée sur ce projet le 14 mars 2024 en mairie en présence de la chambre d'agriculture, du SCoT ou encore de la DDT, personne n'a remis en cause le principe que l'activité concernée n'était pas impactée de manière significative par le projet. Par ailleurs, comme le souligne l'État dans son avis, la compatibilité du projet avec l'activité agricole n'est pas à évaluer dans le cadre de cette procédure, la déclaration de projet permettant la modification des dispositions réglementaires du PLU et n'induisant pas l'autorisation du projet.

Néanmoins, des compléments pourront être apportés sur l'exploitation concernée dans le rapport de présentation afin de montrer que la mise en compatibilité du PLU ne met pas en péril cette exploitation.

- Les projets photovoltaïques relèvent du document-cadre départemental récemment adopté. Les surfaces de bois et forêt et celles exploitées par l'agriculture du périmètre de projet ne sont pas ciblées par le document-cadre. En conséquence, le projet sera soumis à avis conforme de la CDPENAF.

Réponse de la commune : Il est pris bonne note qu'un avis conforme de la CDPENAF sera nécessaire dans le cadre du permis de construire du projet. Pour rappel, un permis de construire a été déposé sur ce projet par FMG avant la publication du document-cadre. Les textes officiels prévoient que seuls les permis déposés un mois après cette publication sont concernés par les dispositions de ce document-cadre.

- Les mesures de compensations environnementales ne doivent pas prendre place sur des secteurs agricoles productifs.

Réponse de la commune : Il est pris bonne note de cette remarque.

La société APRR, par l'intermédiaire de M. Philippe APPERT, Directeur Régional, émet un avis favorable, sous réserve que le projet puisse prendre en compte les objectifs suivants :

- Ne pas mettre en péril la sécurité des usagers de l'autoroute ;
- Réduire les risques de nuisance ou d'insécurité liés aux constructions et opérations à réaliser aux abords du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) ;
- Ne pas restreindre la possibilité du développement de l'autoroute afin d'assurer la continuité et la sécurisation du service public proposé ;
- Concernant les prescriptions graphiques : prévoir un recul minimal de 5 m depuis la limite du DPAC pour les prescriptions graphiques de type « linaires végétaux à préserver et à mettre en valeur » afin de garantir une bonne gestion de celui-ci. La volonté d'assurer une bonne intégration paysagère est toutefois soulignée ;
- Concernant le développement des énergies renouvelables : faire en sorte que le projet d'implantation du parc photovoltaïque puisse prendre en compte les enjeux de sécurité liés à l'exploitation du DPAC, en veillant particulièrement à ce que les panneaux ne génèrent pas d'éblouissement pour les usagers de l'A40, ce qui présenterait un risque en matière de sécurité routière.

Réponse de la commission : La présente procédure n'a pas pour objet de réinterroger les limites des emprises autoroutières et n'intervient ainsi pas au cœur du DPAC. Elle n'a donc pas vocation à restreindre les possibilités de développement de l'autoroute et à entraver son bon fonctionnement.

Concernant les prescriptions graphiques, la déclaration de projet prévoit l'implantation d'un linéaire de végétaux à préserver et mettre en valeur le long de la bordure Sud du projet. La demande de recul de cette bande végétale par rapport à la limite de DPAC formulée par APRR s'avère toutefois sans fondement, celle-ci étant située sur une parcelle privée hors DPAC et dont la gestion future n'a pas vocation à être assurée par les services d'APRR. De plus, un recul trop important impliquerait une refonte majeure du projet proposé, une réduction de la taille de la centrale et du nombre de tables photovoltaïques, et par corollaire une perte de production d'électricité finale d'origine renouvelable.

Concernant le développement des énergies renouvelables et l'appréhension formulée quant aux éventuels risques d'éblouissement, le remarque est également prise en compte par le dossier. En effet, il a été démontré dans le dossier de diagnostic des enjeux territoriaux inhérent à la déclaration de projet que l'inclinaison des futures tables photovoltaïques à 30° n'induirait pas d'éblouissement significatif de manière prolongée et répétée des automobilistes empruntant l'autoroute. Leur sécurité est ainsi assurée, d'autant plus grâce au développement précédemment évoqué d'un linéaire végétal situé entre l'A40 et le futur parc, masquant à terme celui-ci et minimisant ainsi le risque induit.

Il est donc possible de réaliser sur le site un projet photovoltaïque sans éblouissement. Tout projet présentant un risque d'éblouissement pourra toutefois être interdit au titre de l'article L.111-2 du Code de l'Urbanisme.

Le département de l'Ain, émet un avis favorable, sans observation.

Les échanges prennent fin à 11h00.

Le Maire

J-M GIROUX



Annexes

Avis de la direction départementale des territoires. Courrier en date du 20 octobre 2025

Avis de la Chambre d'agriculture de l'Ain. Courrier en date du 16 octobre 2025

Avis de la direction régionale Rhône d'APRR. Courrier en date du 29 septembre 2025

Site de Genay
1760 route de Trévoux / BP 20025
F-69727 GENAY Cedex
Tél.+33 (0)4 37 26 40 00
Fax +33 (0)4 37 26 40 09
www.aprr.fr

Mairie
Monsieur le Maire
1, place Bichat
01450 PONCIN

Genay, le 29 septembre 2025

Référence : DPA/Foncier/PA/SO.307
Objet : A40 - PLU de Poncin
Mise en compatibilité suite à déclaration de projet

Monsieur le Maire,

C'est avec grand intérêt que nous avons pris connaissance des pièces du PLU de la commune de Poncin, dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document.

Le Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC) de l'autoroute A40 géré par APRR est principalement classé en zone agricole au titre du PLU en vigueur ce qui n'empêche pas de remarque particulière. De plus, la procédure de déclaration de projet n'empêche pas d'évolution du zonage du DPAC.

Une analyse approfondie des dispositions d'urbanisme nous a toutefois permis de relever certains points sensibles que nous vous saurions grés de bien vouloir prendre en compte. De manière générale, ces remarques ont pour objectif de s'assurer que la réglementation instituée par le projet de PLU modifié réponde aux objectifs principaux suivants :

- Ne pas mettre en péril la sécurité des usagers de l'autoroute ;
- Réduire les risques de nuisances ou d'insécurité liés aux constructions et opérations à réaliser aux abords du DPAC ;
- Ne pas restreindre la possibilité du développement de l'autoroute afin d'assurer la continuité et la sécurisation du service public proposé
- Concernant les prescriptions graphiques

Le plan graphique modifié suite à la déclaration de projet met en évidence des prescriptions graphiques à proximité immédiate du DPAC. Il s'agit d'éléments repérés de type : « linéaires végétaux à préserver et à mettre en valeur ».

Tout en soulignant la volonté affichée d'assurer une bonne intégration paysagère du parc photovoltaïque, nous préconisons de prévoir un recul minimal d'environ 5 mètres depuis la limite du DPAC pour toute prescription graphique afin de garantir une bonne gestion de celui-ci.

- Concernant le développement des énergies renouvelables

La déclaration de projet vise principalement au développement d'un parc photovoltaïque aux abords du DPAC. A cet effet, il est indispensable que l'aménagement dudit parc prenne en compte les enjeux de sécurité liés à l'exploitation du DPAC, en particulier en veillant à ce que les panneaux ne génèrent pas d'éblouissement pour les usagers de l'A40, ce qui présenterait un risque en matière de sécurité routière.

Nos services se tiennent à votre disposition pour répondre à vos questions éventuelles.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de notre considération distinguée.

Philippe Appert
Directeur Régional

Philippe APPERT

✓ Certified by / yousign

Copie : District du Haut Bugey



Présidence

Dossier suivi par

Florence BRON

Tél. 04.74.45.47.04

territoires@ain.chambagri.fr

Nos réf. I:\1-

Bureautique\07_Territoire_Dvlppt_local
\0702_Urbanisme\01\070204_Procédur
res_urba\Documents_urba\PLU\PONCI
N\Modif_Rev\DP MEC_Exam conj_23-
10-2025\FB_AvisMECPoncin_2025.doc

Chambre d'Agriculture de l'Ain

4 avenue du Champ de foire

BP 84

01003 Bourg en Bresse

Tél : 04 74 45 47 43

MONSIEUR LE MAIRE
MAIRIE DE PONCIN
1 PLACE BICHAT
01450 PONCIN

Bourg-en-Bresse, le 16 octobre 2025

Objet : Déclaration de projet relative à l'aménagement d'une centrale photovoltaïque à Poncin emportant mise en compatibilité du PLU_examen conjoint
- AVIS -

Monsieur le Maire,

Par courrier réceptionné dans nos services le 26 août 2025, conformément à l'article L.153-40 du Code de l'urbanisme, vous sollicitez notre avis sur la déclaration de projet relative à l'aménagement d'une centrale photovoltaïque à Poncin emportant mise en compatibilité du PLU, suite à votre arrêté du 19 décembre 2023. Nous vous en remercions.

L'analyse de votre projet nous amène à formuler les remarques suivantes :

Nous regrettons que le dossier ne soit pas plus comp et concernant l'activité agricole présente sur la parcelle exploitée : présentation de l'exploitation concernée, type et nombre d'animaux en pâture sur la parcelle, fréquence et durée, etc. Cette analyse, ainsi que son équivalent post implantation du projet photovoltaïque est indispensable pour juger du caractère compatible avec une activité agricole.

Par ailleurs, un tel projet photovoltaïque relève du document cadre départemental. Ce document prévoit un détail des secteurs pouvant accueillir ce type d'infrastructure : entre autres, les parcelles identifiées (dont la parcelle 245 fait partie) et les surfaces de bois et forêt qui n'entrent dans aucunes catégories définies au 2° du R111-56 du code de l'urbanisme. Cependant, la parcelle exploitée n'entre pas dans les critères de sélection du document cadre. Un avis conforme de la CDPENAF est nécessaire.

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

loi du 31/01/1924

Siret 180 110 017 00019

Accusé de réception en préfecture

001-210103032-20251103-ARR20251103-AR

Date de télétransmission : 04/11/2025

Date de réception préfecture : 04/11/2025

Enfin, afin de ne pas aggraver les effets d'un tel projet sur l'activité agricole, nous attirons votre attention sur le fait que les mesures de compensations environnementales ne devront pas prendre place sur des secteurs agricoles productifs.

Espérant la bonne prise en compte de ces remarques portées dans le but de préserver au maximum l'activité agricole, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président

Gilles BRENON



Service Urbanisme et Risques

Unité Atelier Planification

Monsieur GIROUX
Maire de Poncin
1 place Bichat
01450 PONCIN

Référence : 20251013AvisSeMecPoncinDpPhotovoltaïque178
Vos réf. :

Affaire suivie par : Géraldine Rongier
ddt-sur-plan@ain.gouv.fr
tél. 04 74 45 62 31

Bourg en Bresse, le

20 OCT. 2025

Vous m'avez transmis le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, prescrite le 18 août 2022, afin de recueillir l'avis des services de l'État sur le dossier avant la réunion d'examen conjoint du 23 octobre prochain.

Cette procédure d'évolution a pour objet de permettre la réalisation d'une centrale photovoltaïque en zones naturelle et agricole. Le projet de centrale photovoltaïque se situe aux lieux-dits « Aux Combes » et « Sur Autachet », sur des prairies occupées par une ancienne décharge.

A ce jour, le PLU de la commune de Poncin, approuvé le 25 juin 2013, classe le secteur concerné par le projet en zones A (Agricole), N (Naturelle) et Nd (Naturelle pour le dépôt de déchets inertes), lesquelles ne garantissent pas voire interdisent tout aménagement de ce type. La commune propose donc une seule et unique zone Npv (Naturelle à vocation photovoltaïque) avec un règlement adapté.

D'un point de vue compatibilité avec le SCoT :

Le dossier démontre la compatibilité de la déclaration de projet avec le SCoT. Il faudrait toutefois revoir l'explication page 61 : bien que le SRADDET et le SCoT n'aient pas décliné à ce jour les objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols au sens de la loi climat et résilience, les PLU sont bien tenus de réduire leur consommation foncière.

D'un point de vue agricole :

La zone 2, actuellement en zone N, comporte une prairie déclarée à la PAC. L'état initial établi dans la notice et les éléments de l'étude d'impact montrent toutefois que la qualité agronomique des terrains exploités est médiocre : forte pente, présence de prairie sèche témoignant du peu de profondeur du sol, proximité avec le site pollué.

Direction départementale des territoires - 23 rue Bourgmayeur CS 90410 - 01012 BOURG EN BRESSE CEDEX
téléphone : 04 74 45 62 37 télécopie : 04 74 45 24 48
Accueil du public 9h à 11h30 et 13h45 à 16h

Accusé de réception en préfecture
001-210103032-20251103-ARR20251103-AR
Date de télétransmission : 04/11/2025
Date de réception préfecture : 04/11/2025

La commune précise que l'installation photovoltaïque permettra de continuer à faire paître les ovins de l'exploitation. La zone N actuelle, tout comme la zone Npv envisagée, ne rendent pas obligatoire la compatibilité de l'installation avec une activité agricole. La compatibilité du projet photovoltaïque avec une activité agricole sera analysée au titre de l'autorisation d'urbanisme.

D'un point de vue environnemental :

Le périmètre envisagé pour la nouvelle zone Npv ne couvre pas d'aire protégée de façon significative (bien qu'il borde le périmètre de l'arrêté préfectoral de protection de biotope "Oiseaux rupestre"), ni n'affecte de zone humide (selon la notice de présentation) ou de corridor écologique identifié par le SCoT BUCOPA.

Néanmoins :

- cette procédure et soumise à évaluation environnementale systématique et, par suite, à évaluation des incidences Natura 2000 ;
- le rapport d'évaluation environnementale fait état de 17 espèces de chiroptères contactées sur le site du projet, principalement composé d'habitats de chasse ;
- 11 espèces de chiroptères ont contribué à justifier la désignation du site Natura 2000 FR8201640 "Revermont et gorges de l'Ain", situé à moins de 2 km du périmètre de la future zone Npv ;
- les terrains de chasse qui composent le domaine vital d'une colonie de chiroptère sont parfois distants de dizaines de kilomètres du lieu d'implantation de la colonie.

Les justifications du rapport d'évaluation environnementale concernant l'absence d'effets significatifs dommageables sur les espèces ayant justifié la désignation de ce site Natura 2000 sont très sommaires : *"L'état initial a établi un lien de fonctionnalité restreint entre la zone d'étude et le site Natura 2000 ZSC « Revermont et gorges de l'Ain » n° FR8201640. Concernant les chiroptères, les colonies au sein des sites Natura 2000 sont relativement éloignées du projet et aucune incidence sur les espèces au sein des sites Natura n'est attendue."*

Au regard de ce qui précède, il apparaît opportun de développer l'argumentaire, en justifiant, le cas échéant, du caractère adapté des mesures d'évitement et de réduction présentées par le rapport d'évaluation environnementale.

Aussi, j'émetts un avis favorable à votre projet sous réserve de prendre en compte les remarques ci-dessus.

Vous veillerez à annexer le présent avis au procès verbal de la réunion d'examen conjoint et à le verser à l'enquête publique.

Le directeur,


Vincent PATRIARCA

Copie : DCAT

